

INTERVENTION DE LA FEDERATION CGT DES SERVICES PUBLICS

**Bureaux d'embauche revendicatifs :
un instrument syndical pour revendiquer et créer de l'emploi
dans la fonction publique territoriale.**

Depuis de nombreuses années, la question de la précarité de l'emploi dans la Fonction publique territoriale (FPT) est une préoccupation prioritaire de la CGT. Pour donner quelques chiffres : la FPT en France, c'est deux millions d'agent·es dont 500 000 contractuel·les, travailleurs·euses précaires, des salaires qui n'augmentent pas, puisque depuis les années 2000, notre traitement indiciaire a perdu 25 % de sa valeur par rapport à l'inflation.

Depuis sa création la CGT est pleinement investie dans la bataille pour l'emploi, à l'exemple des bourses du travail qui étaient des véritables bureaux de placement à la fin du 19^e siècle.

En effet, la création d'emplois de qualité dans la FPT en France est essentielle, pas seulement pour fournir des services publics de proximité et de qualité qui souvent manquent cruellement, en particulier dans les territoires et communautés rurales, mais qui sont un levier fondamental pour créer du local inclusif et remplir les objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU à niveau local.

C'est pourquoi la CGT, depuis des années maintenant, organise des bureaux de recrutement revendicatifs. À Toulouse, Lille, Paris ou Nantes, durant une journée ou une semaine, nous installons devant les mairies des barnums pour recevoir des personnes qui viennent déposer leurs CV. C'est un moyen de mener des actions militantes pour rendre concrètes, collectivité par collectivité, service par service, des embauches supplémentaires et de pourvoir aux postes vacants de nos collectivités.

Ces objectifs permettent :

- D'exiger et d'arracher des embauches et de gagner l'amélioration des conditions de travail pour l'ensemble des salarié·es de nos collectivités.
- De dénoncer le sous-emploi et le recours aux contrats précaires, de penser l'organisation du travail et d'exiger des plans de titularisation pour les contractuel·les occupant des postes permanents.
- De répondre à la propagande de nos DRH sur le soi-disant « manque de candidats » ou les « emplois non pourvus », entre autres dans les métiers de l'enfance

À l'issue du bureau d'embauche, nous ne faisons pas de promesses, mais nous espérons voir aboutir certaines candidatures. Ce travail a déjà payé par le passé. Loin des clichés, en prenant nos employeurs à leur propre jeu, la CGT fait ainsi la démonstration qu'embaucher c'est possible.